

No. 58088*

**Germany
and
Burkina Faso**

Treaty between the Federal Republic of Germany and Burkina Faso concerning the encouragement and reciprocal protection of investments (with protocol). Ouagadougou, 22 October 1996

Entry into force: *21 November 2009, in accordance with article 12(2)*

Authentic texts: *French and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Germany, 13 February 2024*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Allemagne
et
Burkina Faso**

Traité entre la République fédérale d'Allemagne et le Burkina Faso relatif à l'encouragement et à la protection mutuelle des investissements (avec protocole). Ouagadougou, 22 octobre 1996

Entrée en vigueur : *21 novembre 2009, conformément au paragraphe 2 de l'article 12*

Textes authentiques : *français et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Allemagne, 13 février 2024*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[TEXT IN FRENCH – TEXTE EN FRANÇAIS]

Traité

entre

la République fédérale d'Allemagne

et

le Burkina Faso

relatif à

l'encouragement et à la protection mutuelle

des investissements

La République fédérale d'Allemagne

et

le Burkina Faso,

désireux d'approfondir la coopération économique entre les deux Etats,

soucieux de créer des conditions favorables aux investissements des ressortissants ou sociétés de l'un des deux Etats sur le territoire de l'autre Etat,

reconnaissent qu'un encouragement et une protection contractuelle de ces investissements sont susceptibles de stimuler l'initiative économique privée et d'augmenter la prospérité des deux peuples,

sont convenus de ce qui suit:

Article 1^{er}

Définitions

Au sens du présent Traité:

1. le terme "investissements" comprend toutes les catégories de biens, notamment:
 - a) la propriété de biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels qu'hypothèques et droits de gage;
 - b) les droits de participation à des sociétés et autres sortes de participation à des sociétés;
 - c) les créances relatives à des capitaux qui ont été utilisés pour créer une valeur économique ou les créances relatives à des prestations présentant une valeur économique;

- d) les droits de propriété intellectuelle, surtout les droits d'auteur, brevets, modèles d'utilité, dessins et modèles commerciaux, marques, noms commerciaux, secrets d'entreprise et d'affaires, procédés techniques, le savoir-faire et le savoir;
- e) les concessions de droit public, y compris les concessions de prospection et d'exploitation;
- les modifications de la forme sous laquelle les biens sont investis n'affecteront pas leur qualité d'investissement;
2. on entend par "produits" les montants versés pour une période déterminée au titre d'un investissement, tels que les bénéfices, dividendes, intérêts, droits de licence ou autres rémunérations;
3. on entend par "ressortissants"
- a) en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne:
les Allemands au sens de la Loi fondamentale pour la République fédérale d'Allemagne,
- b) en ce qui concerne le Burkina Faso:
les personnes ayant la nationalité burkinabè au sens de la loi burkinabè;
4. on entend par "sociétés"
- a) en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne:
toute personne morale ainsi que toute société de commerce ou autre société ou association, avec ou sans personnalité juridique, ayant son siège sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne, indépendamment de la question de savoir si son activité a un but lucratif ou non;
- b) en ce qui concerne le Burkina Faso:
les personnes morales, firmes ou associations constituées ou créées en vertu de la législation en vigueur;

5. le terme "territoire" désigne à l'égard de chaque partie contractante, le territoire sous sa souveraineté y compris la mer territoriale, ainsi que les zones sous-marines et les autres espaces aériens et maritimes sur lesquels cette partie contractante exerce en conformité avec le droit international, des droits souverains ou une juridiction.

Article 2

Encouragement et protection des investissements

(1) Chaque partie contractante encouragera dans la mesure du possible les investissements des ressortissants ou sociétés de l'autre partie contractante sur son territoire et admettra ces investissements en conformité avec sa législation. Elle traitera les investissements, dans chaque cas, de façon juste et équitable.

(2) Aucune des parties contractantes ne devra entraver, moyennant des mesures arbitraires ou discriminatoires, l'administration, l'utilisation, l'usage ou la jouissance des investissements des ressortissants ou sociétés de l'autre partie contractante sur son territoire.

Article 3

Traitement national et clause de la nation la plus favorisée

(1) Aucune des parties contractantes ne soumettra sur son territoire, les investissements dont des ressortissants ou sociétés de l'autre partie contractante sont propriétaires ou qui sont soumis à leur influence, à un traitement moins favorable que celui accordé aux investissements de ses propres ressortissants et sociétés ou aux investissements des ressortissants et sociétés d'Etats tiers.

(2) Aucune des parties contractantes ne soumettra, sur son territoire, les ressortissants ou sociétés de l'autre partie contractante, en ce qui concerne l'activité qu'ils exercent en connexion avec des investissements, à un traitement moins favorable que celui accordé à ses propres ressortissants et sociétés ou aux ressortissants et sociétés d'Etats tiers.

(3) Ce traitement ne s'étendra pas aux privilèges consentis par une partie contractante aux ressortissants ou sociétés d'Etats tiers, en raison soit de son appartenance à une union douanière ou économique, un marché commun ou une zone de libre échange, soit de son association avec l'un ou l'autre de ces derniers.

(4) Le traitement accordé par le présent article ne s'étendra pas aux avantages accordés par une partie contractante aux ressortissants ou sociétés d'Etats tiers en vertu d'un accord sur la double imposition ou de tout autre arrangement dans le domaine fiscal.

Article 4

Protection de la propriété

(1) Les investissements des ressortissants ou sociétés d'une partie contractante jouiront sur le territoire de l'autre partie contractante d'une protection et d'une sécurité intégrales.

(2) Les investissements des ressortissants ou sociétés d'une partie contractante ne pourront faire l'objet, sur le territoire de l'autre partie contractante, d'une expropriation, nationalisation ou d'autres mesures dont les effets seraient équivalents à ceux d'une expropriation ou d'une nationalisation, que pour des raisons d'utilité publique et contre indemnisation. L'indemnité devra correspondre à la valeur qu'avait l'investissement exproprié immédiatement avant la date à laquelle l'expropriation, la nationalisation ou la mesure semblable, effectives ou imminentes, ont été rendues publiques. L'indemnité devra être versée sans délai, et produire, jusqu'à la date du versement, des intérêts calculés au taux bancaire usuel; elle devra être effectivement réalisable et librement transférable. Au plus tard au moment de l'expropriation, de la nationalisation ou de l'exécution de la mesure semblable, il devra être pourvu de façon adéquate à la fixation et au versement de l'indemnité. La légalité de l'expropriation, de la nationalisation ou de la mesure semblable et le montant de l'indemnité devront pouvoir être vérifiés par une procédure judiciaire ordinaire.

(3) Les ressortissants ou sociétés d'une partie contractante, dont les investissements auraient subi des pertes par l'effet d'une guerre ou d'un autre conflit armé, d'une révolution, d'un état d'urgence national ou d'une émeute sur le territoire de l'autre partie contractante, bénéficieront de la part de

cette dernière, en ce qui concerne les restitutions, indemnités, compensations ou autres contreparties, d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui accordé à ses propres ressortissants ou sociétés. De tels versements devront être librement transférables.

Article 5

Rapatriement du capital et des revenus

Chaque partie contractante garantira aux ressortissants ou sociétés de l'autre partie contractante le libre transfert des versements effectués en connexion avec un investissement, notamment:

- a) du capital et des montants additionnels destinés au maintien ou à l'augmentation de l'investissement;
- b) des produits;
- c) des versements destinés au remboursement d'emprunts;
- d) des recettes tirées d'une liquidation partielle ou totale ou bien de la vente de l'investissement;
- e) des indemnités prévues à l'article 4.

Article 6

Subrogation

Si une partie contractante, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement sur le territoire de l'autre partie contractante, effectue des versements à ses propres ressortissants ou sociétés, l'autre partie contractante, sans préjudice des droits de la première partie contractante découlant de l'article 10 du présent Traité, reconnaîtra la transmission par l'effet de la loi ou d'un contrat, de tous les droits ou revendications de ces ressortissants ou sociétés à la première partie contractante. En outre, l'autre partie contractante reconnaîtra la subrogation en faveur de la première

partie contractante dans tous ces droits et revendications (revendications transmises) que la première partie contractante sera autorisée à exercer dans la même mesure que son prédécesseur. En ce qui concerne le transfert des versements au titre des revendications transmises, les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 4 ainsi que de l'article 5 du présent Traité seront applicables mutatis mutandis.

Article 7

Liberté des transferts

- (1) Les transferts visés aux paragraphes 2 ou 3 de l'article 4, à l'article 5 ou à l'article 6 du présent Traité seront effectués sans délai au cours en vigueur.
- (2) Ce cours devra être en conformité avec le taux croisé résultant des cours de change qu'appliquerait le Fonds Monétaire International à la date du versement pour convertir les monnaies respectives en droits de tirage spéciaux.

Article 8

Relations avec d'autres dispositions

- (1) S'il résulte de la législation d'une partie contractante ou d'obligations de droit international qui existent actuellement ou seront fondées à l'avenir entre les parties contractantes en dehors du présent Traité, une réglementation générale ou particulière qui accorde aux investissements des ressortissants ou sociétés de l'autre partie contractante un traitement plus favorable que celui prévu dans le présent Traité, cette réglementation primera le présent Traité dans la mesure où elle est plus favorable.
- (2) Chaque partie contractante respectera toute autre obligation dont elle aura convenu, relative à des investissements de ressortissants ou sociétés de l'autre partie contractante sur son territoire.

Article 9

Application du Traité

Le présent Traité sera également applicable aux investissements que des ressortissants ou sociétés de l'une des parties contractantes auront, en conformité avec la législation de l'autre partie contractante, effectués sur le territoire de cette dernière déjà avant l'entrée en vigueur du présent Traité.

Article 10

Règlement des divergences de vues entre les parties contractantes

- (1) Les divergences de vues entre les parties contractantes relatives à l'interprétation ou l'application du présent Traité devraient, autant que possible, être réglées par les Gouvernements des deux parties contractantes.
- (2) Si une divergence de vues ne peut être réglée de cette façon, elle sera soumise à un tribunal d'arbitrage sur demande de l'une des deux parties contractantes.
- (3) Le tribunal d'arbitrage sera constitué ad hoc; chaque partie contractante nommera un membre et les deux membres se mettront d'accord pour choisir comme président le ressortissant d'un Etat tiers qui sera nommé par les Gouvernements des deux parties contractantes. Les membres seront nommés dans un délai de deux mois, le président dans un délai de trois mois après que l'une des parties contractantes aura fait savoir à l'autre qu'elle désire soumettre la divergence de vues à un tribunal d'arbitrage.
- (4) Si les délais prévus au paragraphe 3 ne sont pas observés et à défaut d'un arrangement, chaque partie contractante pourra prier le Président de la Cour Internationale de Justice de procéder aux nominations nécessaires. Au cas où le Président serait ressortissant de l'une des deux parties contractantes, ou s'il était empêché pour une autre raison, il appartiendrait au Vice-Président de procéder aux nominations. Si le Vice-Président était, lui aussi, ressortissant de l'une des deux

parties contractantes ou s'il était également empêché, c'est au membre de la Cour suivant immédiatement dans la hiérarchie et qui n'est ressortissant de l'une des parties contractantes qu'il appartiendrait de procéder aux nominations.

(5) Le tribunal d'arbitrage statue à la majorité des voix. Ses décisions sont obligatoires. Chaque partie contractante prendra à sa charge les frais occasionnés par l'activité de son propre arbitre ainsi que les frais de sa représentation dans la procédure devant le tribunal d'arbitrage; les frais du président ainsi que les autres frais seront assumés à parts égales par les deux parties contractantes. Le tribunal d'arbitrage pourra fixer un autre règlement concernant les dépenses. Pour le reste, le tribunal d'arbitrage réglera lui-même sa procédure.

(6) Si les deux parties contractantes sont également Etats contractants de la Convention pour le Règlement des Différends Relatifs aux Investissements entre Etats et Ressortissants d'Autres Etats du 18 mars 1965, le tribunal d'arbitrage prévu ci-dessus, vu les dispositions du paragraphe 1 de l'article 27 de ladite Convention, ne pourra pas être saisi pour autant qu'un accord ait été réalisé, conformément à l'article 25 de ladite Convention, entre le ressortissant ou la société d'une partie contractante et l'autre partie contractante. La possibilité de saisir le tribunal d'arbitrage prévu ci-dessus en cas de non-observation d'une décision émanant du Tribunal arbitral constitué aux termes de la Convention susmentionnée (article 27) ou dans le cas de la transmission par l'effet de la loi ou d'un contrat conformément à l'article 6 du présent Traité n'en est pas affectée.

Article 11

Règlement des divergences de vues entre un investisseur et une partie contractante

(1) Les divergences de vues relatives à des investissements et survenant entre l'une des parties contractantes et un ressortissant ou une société de l'autre partie contractante devraient, autant que possible, être réglées à l'amiable entre les parties au différend.

(2) Si la divergence de vues ne peut être réglée dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle l'une des deux parties au différend l'aura soulevée, elle sera soumise à une procédure d'arbitrage sur demande du ressortissant ou de la société de l'autre partie contractante. A moins que les parties au différend n'en conviennent autrement, la divergence de vues sera soumise à une

procédure d'arbitrage dans le cadre de la Convention pour le Règlement des Différends Relatifs aux Investissements entre Etats et Ressortissants d'Autres Etats du 18 mars 1965.

(3) La sentence arbitrale sera obligatoire et ne pourra faire l'objet de plaintes ou recours autres que ceux prévus par la Convention susmentionnée. Elle sera exécutée conformément au droit national.

(4) Au cours d'une procédure d'arbitrage ou de l'exécution d'une sentence arbitrale, la partie contractante au différend ne soulevra aucune exception tirée du fait que le ressortissant ou la société de l'autre partie contractante a été dédommagé partiellement ou intégralement par une assurance.

Article 12

Entrée en vigueur, durée, cessation

(1) Le présent Traité sera ratifié; l'échange des instruments de ratification aura lieu aussitôt que possible à Bonn.

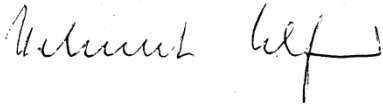
(2) Le présent Traité entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification. Il restera en vigueur pendant dix ans et sera prolongé par la suite pour une durée illimitée à moins d'être dénoncé par écrit par l'une des deux parties contractantes sous réserve d'un préavis de douze mois avant son expiration. A l'expiration de la période de dix ans, le présent Traité pourra être dénoncé à tout moment sous réserve d'un préavis de douze mois.

(3) Pour les investissements effectués avant la date d'expiration du présent Traité, les articles 1^{er} à 11 ci-dessus resteront encore applicables pendant vingt ans à partir de la date d'expiration du présent Traité.

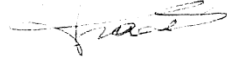
(4) L'application du présent Traité n'est pas soumise à l'existence de relations diplomatiques ou consulaires entre les parties contractantes.

Fait à Ouagadougou, le 22.10.1996 en double exemplaire en langues allemande et française, les deux textes faisant également foi.

Pour la
République fédérale d'Allemagne



Pour le
Burkina Faso



Protocole

Lors de la signature du Traité entre la République fédérale d'Allemagne et le Burkina Faso relatif à l'encouragement et à la protection mutuelle des investissements, les plénipotentiaires soussignés sont convenus, en outre, des dispositions suivantes qui seront considérées comme faisant partie intégrante du Traité:

(1) Ad article 1^{er}

- a) Les produits de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les produits de leur réinvestissement jouiront de la même protection que l'investissement.
- b) Sans préjudice d'autres méthodes de détermination de la nationalité, sera considérée notamment comme ressortissant d'une partie contractante toute personne titulaire d'un passeport national délivré par les autorités compétentes de la partie contractante en question.

(2) Ad article 2

- a) Les investissements effectués en conformité avec la législation d'une partie contractante dans le champ d'application de son droit par des ressortissants ou sociétés de l'autre partie contractante, jouiront de l'entière protection du Traité.
- b) Le Traité sera également applicable dans les zones de la zone économique exclusive et du plateau continental dans la mesure où le droit international permet à la partie contractante en question d'y exercer des droits souverains ou la juridiction.

(3) Ad article 3

- a) Sera considérée comme "activité" au sens du paragraphe 2 de l'article 3 notamment, mais pas exclusivement, l'administration, l'utilisation, l'usage et la jouissance d'un investissement. Sera considérée notamment comme "traitement moins favorable" au sens de l'article 3: toute inégalité de traitement en cas de restrictions à l'achat de matières premières et de

matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute inégalité de traitement en cas d'entraves à la vente de produits à l'intérieur du pays et à l'étranger ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue. Les mesures prises pour des raisons de sécurité, d'ordre et de santé publics ou de moralité ne seront pas considérées comme "traitement moins favorable" au sens de l'article 3.

- b) Les dispositions de l'article 3 n'obligent pas une partie contractante à étendre à des personnes physiques et à des sociétés résidant sur le territoire de l'autre partie contractante le bénéfice des avantages, exonérations et réductions fiscaux qui, conformément à la législation fiscale, ne sont accordés qu'aux personnes physiques et aux sociétés résidant sur son territoire.
- c) Les parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour introduites par des personnes relevant de l'une des parties contractantes et qui désirent entrer sur le territoire de l'autre partie contractante en connexion avec un investissement; il en sera de même pour les travailleurs relevant de l'une des parties contractantes et qui désirent, en connexion avec un investissement, entrer sur le territoire de l'autre partie contractante et y séjourner en vue d'exercer une activité rémunérée. Les demandes de permis de travail seront également examinées avec bienveillance.

(4) Ad article 4

Une indemnisation pourra également être revendiquée s'il y a eu intervention de l'Etat dans la société objet de l'investissement et si la substance économique de ladite société s'en est trouvée considérablement compromise.

(5) Ad article 7

Sera considéré comme effectué "sans délai" au sens du paragraphe 1 de l'article 7, tout transfert qui aura lieu dans le délai normalement nécessaire à l'observation des formalités de

transfert. Le délai commencera à courir à la date de l'introduction d'une demande y afférente et ne devra en aucun cas dépasser deux mois.

(6) En cas de transport de biens ou de personnes en connexion avec un investissement, une partie contractante n'exclura ni n'entravera les entreprises de transport relevant de l'autre partie contractante et, en cas de besoin, accordera les autorisations nécessaires aux transports. Cette disposition s'appliquera aux transports:

a) de biens destinés directement à un investissement au sens du Traité ou achetés sur le territoire d'une partie contractante ou d'un Etat tiers par une entreprise ou pour le compte d'une entreprise dans laquelle des biens au sens du Traité sont investis;

b) de personnes voyageant en connexion avec un investissement.

Fait à Ouagadougou, le 22.10.1996 en double exemplaire en langues allemande et française, les deux textes faisant également foi.

Pour la
République fédérale d'Allemagne



Pour le
Burkina Faso



[TEXT IN GERMAN – TEXTE EN ALLEMAND]

Vertrag

zwischen

der Bundesrepublik Deutschland

und

Burkina Faso

über

die Förderung und den gegenseitigen Schutz von

Kapitalanlagen

Die Bundesrepublik Deutschland
und
Burkina Faso -

in dem Wunsch, die wirtschaftliche Zusammenarbeit zwischen beiden Staaten zu vertiefen,

in dem Bestreben, günstige Bedingungen für Kapitalanlagen von Staatsangehörigen oder Gesellschaften des einen Staates im Hoheitsgebiet des anderen Staates zu schaffen,

in der Erkenntnis, daß eine Förderung und ein vertraglicher Schutz dieser Kapitalanlagen geeignet sind, die private wirtschaftliche Initiative zu beleben und den Wohlstand beider Völker zu mehren -

haben folgendes vereinbart:

Artikel 1
Begriffsbestimmungen

Im Sinne dieses Vertrags

1. umfaßt der Begriff "Kapitalanlagen" Vermögenswerte jeder Art, insbesondere
 - a) Eigentum an beweglichen und unbeweglichen Sachen sowie sonstige dingliche Rechte wie Hypotheken und Pfandrechte;
 - b) Anteilsrechte an Gesellschaften und andere Arten von Beteiligungen an Gesellschaften;
 - c) Ansprüche auf Geld, das verwendet wurde, um einen wirtschaftlichen Wert zu schaffen, oder Ansprüche auf Leistungen, die einen wirtschaftlichen Wert haben;

d) Rechte des geistigen Eigentums, wie insbesondere Urheberrechte, Patente, Gebrauchsmuster, gewerbliche Muster und Modelle, Marken, Handelsnamen, Betriebs- und Geschäftsgeheimnisse, technische Verfahren, Know-how und Goodwill;

e) öffentlich-rechtliche Konzessionen einschließlich Aufsuchungs- und Gewinnungskonzessionen;

eine Änderung der Form, in der Vermögenswerte angelegt werden, läßt ihre Eigenschaft als Kapitalanlage unberührt;

2. bezeichnet der Begriff "Erträge" diejenigen Beträge, die auf eine Kapitalanlage für einen bestimmten Zeitraum anfallen, wie Gewinnanteile, Dividenden, Zinsen, Lizenz- oder andere Entgelte;

3. bezeichnet der Begriff "Staatsangehörige"

a) in bezug auf die Bundesrepublik Deutschland:

Deutsche im Sinne des Grundgesetzes für die Bundesrepublik Deutschland,

b) in bezug auf Burkina Faso:

Personen, die im Sinne des burkinischen Gesetzes die burkinische Staatsangehörigkeit besitzen;

4. bezeichnet der Begriff "Gesellschaften"

a) in bezug auf die Bundesrepublik Deutschland:

jede juristische Person sowie jede Handelsgesellschaft oder sonstige Gesellschaft oder Vereinigung mit oder ohne Rechtspersönlichkeit, die ihren Sitz im Hoheitsgebiet der Bundesrepublik Deutschland hat, gleichviel, ob ihre Tätigkeit auf Gewinn gerichtet ist oder nicht,

b) in bezug auf Burkina Faso:

juristische Personen, Firmen oder Vereinigungen, die nach den geltenden Rechtsvorschriften errichtet oder gegründet wurden;

5. bezeichnet der Begriff „Hoheitsgebiet“ in bezug auf jede Vertragspartei das ihrer Hoheit unterstehende Hoheitsgebiet einschließlich des Küstenmeers, der unterseeischen Gebiete und anderer Luft- und Meeresräume, über welche diese Vertragspartei in Übereinstimmung mit dem Völkerrecht souveräne Rechte oder Hoheitsbefugnisse ausübt.

Artikel 2

Förderung und Schutz von Kapitalanlagen

(1) Jede Vertragspartei wird in ihrem Hoheitsgebiet Kapitalanlagen von Staatsangehörigen oder Gesellschaften der anderen Vertragspartei nach Möglichkeit fördern und diese Kapitalanlagen in Übereinstimmung mit ihren Rechtsvorschriften zulassen. Sie wird Kapitalanlagen in jedem Fall gerecht und billig behandeln.

(2) Eine Vertragspartei wird die Verwaltung, die Verwendung, den Gebrauch oder die Nutzung der Kapitalanlagen von Staatsangehörigen oder Gesellschaften der anderen Vertragspartei in ihrem Hoheitsgebiet in keiner Weise durch willkürliche oder diskriminierende Maßnahmen beeinträchtigen.

Artikel 3

Inländerbehandlung und Meistbegünstigungsklausel

(1) Jede Vertragspartei behandelt Kapitalanlagen in ihrem Hoheitsgebiet, die im Eigentum oder unter dem Einfluß von Staatsangehörigen oder Gesellschaften der anderen Vertragspartei stehen, nicht weniger günstig als Kapitalanlagen ihrer eigenen Staatsangehörigen und Gesellschaften oder Kapitalanlagen von Staatsangehörigen und Gesellschaften dritter Staaten.

(2) Jede Vertragspartei behandelt Staatsangehörige oder Gesellschaften der anderen Vertragspartei hinsichtlich ihrer Betätigung im Zusammenhang mit Kapitalanlagen in ihrem Hoheitsgebiet nicht weniger günstig als ihre eigenen Staatsangehörigen und Gesellschaften oder Staatsangehörige und Gesellschaften dritter Staaten.

(3) Diese Behandlung bezieht sich nicht auf Vorrechte, die eine Vertragspartei den Staatsangehörigen oder Gesellschaften dritter Staaten wegen ihrer Mitgliedschaft in einer Zoll- oder Wirtschaftsunion, einem gemeinsamen Markt oder einer Freihandelszone oder wegen ihrer Assoziation damit einräumt.

(4) Die in diesem Artikel gewährte Behandlung bezieht sich nicht auf Vergünstigungen, die eine Vertragspartei den Staatsangehörigen oder Gesellschaften dritter Staaten aufgrund eines Doppelbesteuerungsabkommens oder sonstiger Vereinbarungen über Steuerfragen gewährt.

Artikel 4 Schutz des Eigentums

(1) Kapitalanlagen von Staatsangehörigen oder Gesellschaften einer Vertragspartei genießen im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei vollen Schutz und volle Sicherheit.

(2) Kapitalanlagen von Staatsangehörigen oder Gesellschaften einer Vertragspartei dürfen im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei nur zum allgemeinen Wohl und gegen Entschädigung enteignet, verstaatlicht oder anderen Maßnahmen unterworfen werden, die in ihren Auswirkungen einer Enteignung oder Verstaatlichung gleichkommen. Die Entschädigung muß dem Wert der enteigneten Kapitalanlagen unmittelbar vor dem Zeitpunkt entsprechen, in dem die tatsächliche oder drohende Enteignung, Verstaatlichung oder vergleichbare Maßnahme öffentlich bekannt wurde. Die Entschädigung muß unverzüglich geleistet werden und ist bis zum Zeitpunkt der Zahlung mit dem üblichen bankmäßigen Zinssatz zu verzinsen; sie muß tatsächlich verwertbar und frei transferierbar sein. Spätestens im Zeitpunkt der Enteignung, Verstaatlichung oder vergleichbaren Maßnahme muß in geeigneter Weise für die Festsetzung und Leistung der Entschädigung Vorsorge getroffen sein. Die Rechtmäßigkeit der Enteignung, Verstaatlichung oder vergleichbaren Maßnahme und die Höhe der Entschädigung müssen in einem ordentlichen Rechtsverfahren nachgeprüft werden können.

(3) Staatsangehörige oder Gesellschaften einer Vertragspartei, die durch Krieg oder sonstige bewaffnete Auseinandersetzungen, Revolution, Staatsnotstand oder Aufruhr im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei Verluste an Kapitalanlagen erleiden, werden von dieser Vertragspartei

hinsichtlich der Rückerstattungen, Abfindungen, Entschädigungen oder sonstigen Gegenleistungen nicht weniger günstig behandelt als ihre eigenen Staatsangehörigen oder Gesellschaften. Solche Zahlungen müssen frei transferierbar sein.

Artikel 5

Rückführung des Kapitals und der Kapitalerträge

Jede Vertragspartei gewährleistet den Staatsangehörigen oder Gesellschaften der anderen Vertragspartei den freien Transfer der im Zusammenhang mit einer Kapitalanlage stehenden Zahlungen, insbesondere

- a) des Kapitals und zusätzlicher Beträge zur Aufrechterhaltung oder Ausweitung der Kapitalanlage;
- b) der Erträge;
- c) zur Rückzahlung von Darlehen;
- d) des Erlöses im Fall vollständiger oder teilweiser Liquidation oder Veräußerung der Kapitalanlage;
- e) der in Artikel 4 vorgesehenen Entschädigungen.

Artikel 6

Gläubigerwechsel

Leistet eine Vertragspartei ihren Staatsangehörigen oder Gesellschaften Zahlungen aufgrund einer Gewährleistung für eine Kapitalanlage im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei, so erkennt diese andere Vertragspartei unbeschadet der Rechte der erstgenannten Vertragspartei aus Artikel 10 die Übertragung aller Rechte oder Ansprüche dieser Staatsangehörigen oder Gesellschaften

kraft Gesetzes oder aufgrund Rechtsgeschäfts auf die erstgenannte Vertragspartei an. Ferner erkennt die andere Vertragspartei den Eintritt der erstgenannten Vertragspartei in alle diese Rechte oder Ansprüche (übertragene Ansprüche) an, welche die erstgenannte Vertragspartei in demselben Umfang wie ihr Rechtsvorgänger auszuüben berechtigt ist. Für den Transfer von Zahlungen aufgrund der übertragenen Ansprüche gelten Artikel 4 Absätze 2 und 3 und Artikel 5 entsprechend.

Artikel 7

Freier Transfer

1) Transferierungen nach Artikel 4 Absatz 2 oder 3, Artikel 5 oder Artikel 6 erfolgen unverzüglich zu dem jeweils gültigen Kurs.

(2) Dieser Kurs muß dem Kreuzkurs (cross rate) entsprechen, der sich aus denjenigen Umrechnungskursen ergibt, die der Internationale Währungsfonds zum Zeitpunkt der Zahlung Umrechnungen der betreffenden Währungen in Sonderziehungsrechte zugrunde legen würde.

Artikel 8

Verhältnis zu anderen Bestimmungen

1) Ergibt sich aus den Rechtsvorschriften einer Vertragspartei oder aus völkerrechtlichen Verpflichtungen, die neben diesem Vertrag zwischen den Vertragsparteien bestehen oder in Zukunft begründet werden, eine allgemeine oder besondere Regelung, durch die den Kapitalanlagen der Staatsangehörigen oder Gesellschaften der anderen Vertragspartei eine günstigere Behandlung als nach diesem Vertrag zu gewähren ist, so geht diese Regelung dem vorliegenden Vertrag insoweit vor, als sie günstiger ist.

(2) Jede Vertragspartei wird jede andere Verpflichtung einhalten, die sie in bezug auf Kapitalanlagen von Staatsangehörigen oder Gesellschaften der anderen Vertragspartei in ihrem Hoheitsgebiet übernommen hat.

Artikel 9
Anwendung des Vertrags

Dieser Vertrag gilt auch für Kapitalanlagen, die Staatsangehörige oder Gesellschaften der einen Vertragspartei in Übereinstimmung mit den Rechtsvorschriften der anderen Vertragspartei in deren Hoheitsgebiet schon vor dem Inkrafttreten dieses Vertrags vorgenommen haben.

Artikel 10
Beilegung von Meinungsverschiedenheiten zwischen den Vertragsparteien

(1) Meinungsverschiedenheiten zwischen den Vertragsparteien über die Auslegung oder Anwendung dieses Vertrags sollen, soweit möglich, durch die Regierungen der beiden Vertragsparteien beigelegt werden.

(2) Kann eine Meinungsverschiedenheit auf diese Weise nicht beigelegt werden, so ist sie auf Verlangen einer der beiden Vertragsparteien einem Schiedsgericht zu unterbreiten.

(3) Das Schiedsgericht wird von Fall zu Fall gebildet, indem jede Vertragspartei ein Mitglied bestellt und beide Mitglieder sich auf den Angehörigen eines dritten Staates als Obmann einigen, der von den Regierungen der beiden Vertragsparteien zu bestellen ist. Die Mitglieder sind innerhalb von zwei Monaten, der Obmann innerhalb von drei Monaten zu bestellen, nachdem die eine Vertragspartei der anderen mitgeteilt hat, daß sie die Meinungsverschiedenheit einem Schiedsgericht unterbreiten will.

(4) Werden die in Absatz 3 genannten Fristen nicht eingehalten, so kann in Ermangelung einer anderen Vereinbarung jede Vertragspartei den Präsidenten des Internationalen Gerichtshofs bitten, die erforderlichen Ernennungen vorzunehmen. Besitzt der Präsident die Staatsangehörigkeit einer der beiden Vertragsparteien oder ist er aus einem anderen Grund verhindert, so soll der Vizepräsident die Ernennungen vornehmen. Besitzt auch der Vizepräsident die Staatsangehörigkeit einer der beiden Vertragsparteien oder ist auch er verhindert, so soll das im Rang nächstfolgende Mitglied des Gerichtshofs, das nicht die Staatsangehörigkeit einer der beiden Vertragsparteien besitzt, die Ernennungen vornehmen.

(5) Das Schiedsgericht entscheidet mit Stimmenmehrheit. Seine Entscheidungen sind bindend. Jede Vertragspartei trägt die Kosten ihres Mitglieds sowie ihrer Vertretung in dem Verfahren vor dem Schiedsgericht; die Kosten des Obmanns sowie die sonstigen Kosten werden von den beiden Vertragsparteien zu gleichen Teilen getragen. Das Schiedsgericht kann eine andere Kostenregelung treffen. Im übrigen regelt das Schiedsgericht sein Verfahren selbst.

(6) Sind beide Vertragsparteien auch Vertragsstaaten des Übereinkommens vom 18. März 1965 zur Beilegung von Investitionsstreitigkeiten zwischen Staaten und Angehörigen anderer Staaten, so kann mit Rücksicht auf die Regelung in Artikel 27 Absatz 1 des Übereinkommens das vorstehend vorgesehene Schiedsgericht insoweit nicht angerufen werden, als zwischen dem Staatsangehörigen oder der Gesellschaft einer Vertragspartei und der anderen Vertragspartei eine Vereinbarung nach Maßgabe des Artikels 25 des Übereinkommens zustande gekommen ist. Die Möglichkeit, das vorstehend vorgesehene Schiedsgericht im Fall der Nichtbeachtung einer Entscheidung des Schiedsgerichts des genannten Übereinkommens (Artikel 27) oder im Fall der Übertragung kraft Gesetzes oder aufgrund Rechtsgeschäfts nach Artikel 6 dieses Vertrags anzurufen, bleibt unberührt.

Artikel 11

Beilegung von Meinungsverschiedenheiten zwischen einem Kapitalanleger und einer Vertragspartei

(1) Meinungsverschiedenheiten in bezug auf Kapitalanlagen zwischen einer der Vertragsparteien und einem Staatsangehörigen oder einer Gesellschaft der anderen Vertragspartei sollen, soweit möglich, zwischen den Streitparteien gütlich beigelegt werden.

(2) Kann die Meinungsverschiedenheit innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem Zeitpunkt ihrer Geltendmachung durch eine der beiden Streitparteien nicht beigelegt werden, so wird sie auf Verlangen des Staatsangehörigen oder der Gesellschaft der anderen Vertragspartei einem Schiedsverfahren unterworfen. Sofern die Streitparteien keine abweichende Vereinbarung treffen, wird die Meinungsverschiedenheit einem Schiedsverfahren im Rahmen des Übereinkommens vom 18. März 1965 zur Beilegung von Investitionsstreitigkeiten zwischen Staaten und Angehörigen anderer Staaten unterworfen.

(3) Der Schiedsspruch ist bindend und unterliegt keinen anderen als den in dem genannten Übereinkommen vorgesehenen Rechtsmitteln oder sonstigen Rechtsbehelfen. Er wird nach innerstaatlichem Recht vollstreckt.

(4) Die an der Streitigkeit beteiligte Vertragspartei wird während eines Schiedsverfahrens oder der Vollstreckung eines Schiedsspruchs nicht als Einwand geltend machen, daß der Staatsangehörige oder die Gesellschaft der anderen Vertragspartei eine Entschädigung für einen Teil des Schadens oder den Gesamtschaden aus einer Versicherung erhalten hat.

Artikel 12

Inkrafttreten, Dauer, Erlöschen

(1) Dieser Vertrag bedarf der Ratifikation; die Ratifikationsurkunden werden so bald wie möglich in Bonn ausgetauscht.

(2) Dieser Vertrag tritt einen Monat nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft. Er bleibt zehn Jahre lang in Kraft; nach deren Ablauf verlängert sich die Geltungsdauer auf unbegrenzte Zeit, sofern nicht eine der beiden Vertragsparteien den Vertrag mit einer Frist von zwölf Monaten vor Ablauf schriftlich kündigt. Nach Ablauf von zehn Jahren kann der Vertrag jederzeit mit einer Frist von zwölf Monaten gekündigt werden.

(3) Für Kapitalanlagen, die bis zum Zeitpunkt des Außerkrafttretens dieses Vertrags vorgenommen worden sind, gelten die Artikel 1 bis 11 noch für weitere zwanzig Jahre vom Tag des Außerkrafttretens des Vertrags an.

(4) Dieser Vertrag gilt unabhängig davon, ob zwischen den beiden Vertragsparteien diplomatische oder konsularische Beziehungen bestehen.

Geschehen zu Ouagadougou am 22. Oktober 1996 in zwei Urschriften, jede in deutscher und französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Für die
Bundesrepublik Deutschland



Für
Burkina Faso



Protokoll

Bei der Unterzeichnung des Vertrags zwischen der Bundesrepublik Deutschland und Burkina Faso über die Förderung und den gegenseitigen Schutz von Kapitalanlagen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten außerdem folgende Bestimmungen vereinbart, die als Bestandteile des Vertrags gelten:

(1) Zu Artikel 1

- a) Erträge aus der Kapitalanlage und im Fall ihrer Wiederanlage auch deren Erträge genießen den gleichen Schutz wie die Kapitalanlage.
- b) Unbeschadet anderer Verfahren zur Feststellung der Staatsangehörigkeit gilt insbesondere als Staatsangehöriger einer Vertragspartei jede Person, die einen von den zuständigen Behörden der betreffenden Vertragspartei ausgestellten nationalen Reisepaß besitzt.

(2) Zu Artikel 2

- a) Kapitalanlagen, die in Übereinstimmung mit den Rechtsvorschriften einer Vertragspartei in ihrem Hoheitsgebiet von Staatsangehörigen oder Gesellschaften der anderen Vertragspartei vorgenommen sind, genießen den vollen Schutz des Vertrags.
- b) Der Vertrag gilt auch in den Gebieten der ausschließlichen Wirtschaftszone und des Festlandsockels, soweit das Völkerrecht der jeweiligen Vertragspartei die Ausübung von souveränen Rechten oder Hoheitsbefugnissen in diesen Gebieten erlaubt.

(3) Zu Artikel 3

- a) Als "Betätigung" im Sinne des Artikels 3 Absatz 2 sind insbesondere, aber nicht ausschließlich, die Verwaltung, die Verwendung, der Gebrauch und die Nutzung einer Kapitalanlage anzusehen. Als eine "weniger günstige" Behandlung im Sinne des Artikels 3 sind insbesondere anzusehen: die unterschiedliche Behandlung im Fall von Einschränkungen des Bezugs von Roh- und Hilfsstoffen, Energie und Brennstoffen sowie Produktions-

und Betriebsmitteln aller Art, die unterschiedliche Behandlung im Fall von Behinderungen des Absatzes von Erzeugnissen im In- und Ausland sowie sonstige Maßnahmen mit ähnlicher Auswirkung. Maßnahmen, die aus Gründen der öffentlichen Sicherheit und Ordnung, der Volksgesundheit oder Sittlichkeit zu treffen sind, gelten nicht als "weniger günstige" Behandlung in Sinne des Artikels 3.

- b) Artikel 3 verpflichtet eine Vertragspartei nicht, steuerliche Vergünstigungen, Befreiungen und Ermäßigungen, welche gemäß den Steuergesetzen nur den in ihrem Hoheitsgebiet ansässigen natürlichen Personen und Gesellschaften gewährt werden, auf im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei ansässige natürliche Personen und Gesellschaften auszudehnen.
- c) Die Vertragsparteien werden im Rahmen ihrer innerstaatlichen Rechtsvorschriften Anträge auf die Einreise und den Aufenthalt von Personen der einen Vertragspartei, die im Zusammenhang mit einer Kapitalanlage in das Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei einreisen wollen, wohlwollend prüfen; das gleiche gilt für Arbeitnehmer der einen Vertragspartei, die im Zusammenhang mit einer Kapitalanlage in das Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei einreisen und sich dort aufhalten wollen, um eine Tätigkeit als Arbeitnehmer auszuüben. Auch Anträge auf Erteilung der Arbeitserlaubnis werden wohlwollend geprüft.

(4) Zu Artikel 4

Ein Anspruch auf Entschädigung besteht auch dann, wenn durch staatliche Maßnahmen in das Unternehmen, das Gegenstand der Kapitalanlage ist, eingegriffen und dadurch seine wirtschaftliche Substanz erheblich beeinträchtigt wird.

(5) Zu Artikel 7

Als "unverzüglich" durchgeführt im Sinne des Artikels 7 Absatz 1 gilt ein Transfer, der innerhalb einer Frist erfolgt, die normalerweise zur Beachtung der Transferförmlichkeiten

erforderlich ist. Die Frist beginnt mit der Einreichung eines entsprechenden Antrags und darf unter keinen Umständen zwei Monate überschreiten.

- (6) Bei Beförderungen von Gütern und Personen, die im Zusammenhang mit einer Kapitalanlage stehen, wird eine Vertragspartei die Transportunternehmen der anderen Vertragspartei weder ausschalten noch behindern und, soweit erforderlich, Genehmigungen zur Durchführung der Transporte erteilen. Hierunter fallen Beförderungen von
- a) Gütern, die unmittelbar für die Kapitalanlage im Sinne des Vertrags bestimmt sind oder die im Hoheitsgebiet einer Vertragspartei oder eines dritten Staates von einem Unternehmen oder im Auftrag eines Unternehmens angeschafft werden, in dem Vermögenswerte im Sinne des Vertrags angelegt sind;
 - b) Personen, die im Zusammenhang mit einer Kapitalanlage reisen.

Geschehen zu Ouagadougou am 22. Oktober 1996 in zwei Urschriften, jede in deutscher und französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Für die
Bundesrepublik Deutschland



Für
Burkina Faso

